

RAPPORT D'ÉVALUATION RAPIDE MULTISECTORIELLE DANS LA ZONE DE SANTÉ DE KILOTSHE

Axe BWEREMANA-KASHENDA-BISHANGE et BITONGA

Zone de santé de Kirotshé, Groupement Mupfunyi-Shanga Territoire de Masisi
province du Nord-Kivu/RDC
N° Ehtools alertes : 5059, 5236



Contacts :

Bureau PADEPU-A Minova : +243975033991

Bureau de Coordination Nationale PADEPU-A : +243975070271

E-mail : infopadepual@gmail.com

Réalisé du 05 au 12 Septembre 2024

Mission d'évaluation rapide multisectorielle

Axe Bweremana, Kashenda, Bishange, Mutetebwa, Kalambairo et Bitonga.

Participants (organisations)	PADEPU-A, ADIC-ASBL
Lieu	Zone de santé de Kirotshe
Période d'ERM	Du 31 Aout au 05 Septembre 2024
CODE alertes :	5059, 5236

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

I.1. Description de la crise

Masisi est un territoire du Nord-Kivu situé au sud de la ville de Goma dans le Nord-Kivu. Il est subdivisé en deux chefferies : de Bahunde et Bashali Mokoto.

Sur l'axe Bweremana-Kashenda- Bishange (zone d'accueil des nouvelles vagues des déplacés), les différentes sources (acteurs humanitaires, informateurs clés...) ont confirmé la présence de **43971 ménages** de déplacés dans la zone de santé de Kirotshe, dans les aires de santé enquêtées, notamment les aires de santé Bweremana, Kashenda, Soit un nombre estimé à **263826 personnes** déplacées qui proviennent, les uns, dans le secteur de Katoyi, groupements Ufamandu 1et 2, une partie de Mupfunyi-shanga, Kamuronza, Bashali Mokoto, Kitshanga, Bihambwe, Ngungu, Mushaki, groupement Mupfunyi-Karuba, Matanda, Rubaya et d'autres de Bunagana, Jomba, Bwito (en territoire de Rutshuru, Nord-Kivu) fuyant les affrontements entre les Rebelles du M23/AFC/RDF/UPDF et les FARDC et leurs alliés les « Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP) »..

Ces déplacés sont accueillis dans des familles d'accueil, d'autres dans les sites spontanés & dans des centres collectifs (occupation des écoles, églises...).

Par ailleurs, dans la majorité de la grande partie du territoire de Masisi, la situation de protection s'est dégradée à la suite de l'impact des affrontements entre les militaires FARDC et les éléments du M23/AFC/RDF/UPDF dans la province du Nord-Kivu et les accrochages récurrents entre les groupes armés dans les axes montagneux. Les informateurs clés pendant les échanges et des équipes de monitoring de protection ont confirmé cette situation de protection dans cette zone d'accueil des nouveaux déplacés. Cependant, dans la zone, il s'observe des mouvements d'activisme des groupes en armés, ça crée toujours de terreur de part et d'autre dans le chef de la population de la place. La nuit comme la journée la population vit dans une incertitude voyant que les parties montagneuses comme la partie littorale, la présence des hommes en armes s'observe.

C'est dans ce cadre que PADEPU-A en collaboration avec ADIC asbl, a conduit du 31 Aout au 05 septembre 2024 une mission d'évaluation rapide des besoins multisectoriels dans le territoire de Masisi, groupement Mupfunyi-shanga, dans la zone de santé de Kirotshe



collaboration avec la communauté humanitaire Nord-Kivu, qui a rendu disponible les numéros des alertes à PADEPU-A. Cette dernière venait d'accueillir des nouvelles personnes déplacées en provenance de différents villages du territoire de Masisi au Nord-Kivu cause pour laquelle cette ERM vient d'être effectuée pour s'imprégner dans la situation humanitaire des PDI et Communautés hôtes de cette zone. Ci-dessous quelques 'alertes ayant fait l'objet de notre ERM dans cette zone : 5059, 5236.

Par ailleurs, les prestataires de santé sur place rapportent plusieurs cas de : diarrhée, paludisme, malnutrition aiguë chez les enfants de 0 à 2 ans et de 2 à 59 Mois, cas du Centre de santé Bweremana, Kashenda et Bishange, taux très élevé de consultation des malades des PDI et Communautés hôtes, diminution importante des médicaments et autres matériels nécessaires dans les structures sanitaires depuis que différentes vagues de déplacés sont arrivées dans la zone.

Sur ce, il s'observe un besoin d'assistance humanitaire dans presque tous les domaines pour soulager la vie des populations en souffrance vivant dans cette zone, car selon le constat issu des évaluations pas suffisamment des partenaires qui viennent assister les déplacés vivant dans cette zone de santé de Kirotshé.

En plus les écoles de Bweremana, Kashenda et Bishange occupées par les déplacés : les chefs de ces établissements s'inquiètent de cette occupation qui traîne encore et que la rentrée scolaire est déjà là ! Cependant, des cas de choléra risqueraient d'être notifiés parmi les élèves dans ces écoles occupées à cause de la promiscuité d'où la nécessité de mener de plaidoyer auprès des autorités locales, les leaders communautaires pour parler de la relocalisation afin de libérer ces écoles et éviter le conflit entre les déplacés & les responsables des établissements occupés.

1.2. Accès sécuritaire

- Il y a présence des barrières des groupes armés RAD (Réserve Armée de Défense, une coalition des groupes armés dits Wazalendo qui combattent aux côtés des FARDC), sur l'axe Bweremana – Minova – Bweremana-Kashenda, Kashenda-Bishange et leur environs.
- Dans la zone de la mission, les éléments de l'armée loyaliste y sont visibles et les éléments des RAD Réserve Armée de Défense, une coalition des groupes armés dits Wazalendo qui combattent aux côtés des FARDC).
- Toutefois, l'équipe de la mission a eu à rencontrer en premier lieu les autorités en charge de la sécurité pour l'acceptance de la mission et pour des civilités aux autorités, la PNC de la place et les autorités politico-administrative et coutumière ainsi que la société civile nous ont autorisés et rassurés la bonne sécurité au cours de la mission.

1.3. Accès physique

En quittant Bweremana, vers Goma la route nationale numéro 2 est fermée depuis le mois de février dernier. Seule la voie lacustre reste le seul moyen pour atteindre Goma et Bukavu.

Itinéraire : Par Moto, Bweremana- Minova, Minova- Kitembo-

Par pirogue Kitembo -Nzulo -Nzulo-Goma;

Minova- BUKAVU: c'est par bateau, Minova-Kituku- Kituku-Bukavu.

1.4. Communication



La zone est couverte partiellement par le réseau Airtel seulement, dans la partie littorale et dans les parties montagneuses dans certains endroits. Deux radios locales existent aussi dans la zone (Minova) village voisin.

Chiffres estimés pour les PDIs et Communautés Hôtes dans les villages enquêtés

No	Catégorie	Ménages	Total	Personnes	Total
01	Déplacés Internes	Ménages	43971	Personnes	263826
02	Populations hôtes	Ménages	16168	Personnes	97008
03	Total général		60139		360834

II. OBJECTIFS

1. Objectif global

Réaliser une évaluation multisectorielle axée sur les alertes récemment partagées par les leaders locaux et les informateurs clés.

2. Objectifs spécifiques

- Faire la mise à jour de la situation humanitaire dans la zone de santé de Kirotshe
- Actualiser la cartographie de nouveaux acteurs dans la zone.
- Collecter les informations sectorielles et en faire un sujet de plaidoyer au profit des PDIs et Communautés hôtes.

3. Résultats réalisés

- Un mécanisme local d'échange est mis en place avec les efforts des organisations de la société civile locale, permettant de canaliser auprès de OCHA Nord-Kivu des alertes sur les questions humanitaires d'une part, et d'autre part, de collecter les feedbacks des populations sur la perception des interventions humanitaires et la recherche des solutions en vue de promouvoir les relations entre les humanitaires et les populations locales dans le but de prévenir et répondre aux problèmes de protection de travailleur humanitaire .
- Les différentes communautés affectées (dirigeants locaux, les personnes déplacées, les organisations de la société civile, etc.) sont sensibilisées sur leurs droits et sur le mécanisme de reporting PSEA, et la Sauvegarde en RDC.
- Les recommandations spécifiques sont formulées et partagées lors des fora humanitaires pour une efficacité de la coordination de l'action et plaidoyer humanitaire en faveur des populations vulnérables dans la région.
- Les informations sectorielles sont collectées secteur par secteur.

III. METHODOLOGIE

Méthodologiquement, trois outils standards REACH ont été utilisés dans la collecte de données qualitatives et quantitatives à savoir : Enquêtes ménages (EM), des Groupes de Discussion Communautaire (GDC) et Informateur Clés (IC). Les trois questionnaires GD ont été administrés à l'aide d'une version sur papier. Ce résumé d'évaluation présente les résultats des enquêtes ménages réalisées auprès d'un échantillon total de **120** ménages soit 720 personnes sélectionnés parmi une population estimée à 360 838 personnes soit 16168 ménages, répartis dans 6 localités ou aires de santé. **120** ménages ont été sélectionnés pour un niveau de confiance de 80% et une marge d'erreur de 20%. Une allocation de l'échantillon proportionnelle à la taille de la population respective dans chacun de villages a été effective. L'évaluation était composée des GDC (avec une stratification par statut de déplacement : autochtones, déplacés), des enquêtes ménages effectuées dans les villages situés le long de l'axe enquêté (dont les ménages ont été sélectionnés à travers un échantillonnage aléatoire dans chaque village) ainsi que des entretiens avec les Informateurs clés (15 entretiens ont été réalisés dans les 3 villages (Bweremana, Kashenda, Bishange,)) comme informateurs clés les infirmiers titulaires, les chefs de villages, la société civile, les présidents de déplacés...)

IV. MOUVEMENT DES POPULATIONS

IV.1. Analyse des mouvements de population

Depuis début février et mai 2024 plusieurs localités de la zone de santé de Kirotshu en territoire de Masisi en général et en particulier les groupements des Mupfunyi-shanga, ont été inondées par les personnes déplacées internes (PDI) venues des territoires des Masisi centre et Rutshuru dans la province du Nord-Kivu. Ces personnes ont fui les affrontements qui opposaient les éléments du M23 aux Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC). Butées aux multiples défis entre autres l'accès aux abris, plusieurs de ces PDI se seraient constitué des sites spontanés et d'autres installées dans des écoles, église et hangars non occupés.

En plus il s'est observé depuis un certain moment une dégradation de la situation de protection dans les villages ayant accueillis des PDI dans le groupement de Mupfunyi-shanga en chefferie des Bahunde. A cela s'ajoute la multiplicité des cas d'incendies des maisons des PDI cas des abris de PDI à kashenda et tentative de déguerpissement de ces derniers dans les écoles et sites communautaires créant des conditions difficiles aux déplacées internes ayant foui la crise du M23 au Nord-Kivu.

Plus de **43971** ménages des PDI issus des différents villages des territoires de Masisi et Rutshuru se sont installés dans les sites spontanés, centres collectifs et familles d'accueil. Selon les sources interviewées et contactées sur terrain, ces PDI ont fui les affrontements et exactions des éléments du M23 lors du déclenchement de la crise M23 contre les FARDC et des groupes armés locaux. Les affrontements, incursions, braquages, leadership et le contrôle des entités y compris la collecte des fonds dans les entrées et sorties des villages, ont été parmi les autres facteurs des mouvements des populations dans la zone depuis le début de l'année

2024. Les différentes sources (comités des PDIs, la société civile, les structures communautaires, sanitaires et les autorités locales) ont été consultées et affirment que ces populations vivent dans des conditions critiques dans ces sites spontanés et dans les familles d'accueil. Les interviews, entretiens individuels, groupes de discussion et sensibilisation des PDIs y compris certaines personnes leaders locaux ont donné des éléments et indications sur les nouvelles vagues qui se sont ajoutées depuis le début de cette année 2024.

Suite à ces nouveaux mouvements de population, l'évaluation a fait état de **29313 première vague + 14658 deuxième vague = 43971** ménages des déplacés sur les axes enquêtés dans les différentes vagues passées. A Ceci s'ajoute les populations hôtes estimées à : **16168 Ménages soit 97008 Personnes estimées** en moyenne de 6 personnes par ménage.

IV.2. Mouvements de population

NOMBRE DES DEPLACES PAR VILLAGES EVALUES

VILLAGES	1 ^{ere} vague Février-mai 2024	Nouvelle vague, mai juillet 2024	TOTAL MENAGE SDEPLACE S	TOTAL MENAGE HOTE	POPULA TION HOTE	TOTAL GENERA L MENAGE S	TOTAL GENERAL PERSONN ES
	NOMBRE DE MENAGES	NOMBRE DE MENAGES					
BWEREMANA	5138	4938	10076	3894	23364	13970	83820
KASHENDA	4719	2804	7523	2534	15204	10057	60342
BISHANGE	8197	3106	11303	2891	17346	14194	85164
KALAMBAI RO	2883	1834	4717	2123	12738	6840	41040
MUTETEB WA	2751	1972	4723	1729	10374	6452	38712
BITONGA	2953	2676	5629	2997	17982	8626	51756
TOTAL	26641	17330	43971	16168	97008	60139	360834

Sources : Informateurs clés (autorités locales, IT, société civile, chef des villages, ...), Président des déplacés.

TABLEAU DES CENTRES COLLECTIFS

N°	Sites, écoles, centres collectifs	Nombre des Ménages	Nombre des personnes	Provenance
01	Ep BUSAKARA	188	1128	Bitonga, Karuba, Rubaya,
02	Ep BISHANGE	399	2394	Matanda, Ngungu, Mushaki,
03	EP NYONDO	268	9648	Nyamatovu, Murambi, Ruhangara,
04	Instit Bweremana	2514	1256	Shasha, kirotshe, Renga

05	EP MITEETSO	1790	895	Rubaya, Ngungu, Bihambwe
06	EP ISLAMIQUE	500	250	Kabase, Renga, Bufende
07	APROFIME	382	192	Chabondo, Ndumba, Nambi
07	Institut Mupfunyi	580	290	Karuba, Ngungu, Sake
08	Institut KASHENDA	100	600	Kabase, Bitonga, Kitshanga
10	Ep KASHENDA	362	2172	Murambi, Bitonga, Kabase
Total		7083	18825	

V. BESOINS PRIORITAIRES DES PERSONNES DEPLACEES ET COMMUNAUTES D'ACCUEIL

Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM)	(% de ménages)
Cash physique (en espèces)	67%
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	53%
Vouchers / foires	25%
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	55%
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)	15%
Autre	1%
Types de besoins prioritaires de la population (IC)	
Pas besoin d'aide humanitaire	0
Nourriture	61
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	35
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	13
Abris	75
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)	68
EHA (eau, savon, latrines, douches, KHI etc.)	81
Santé	76
Education	71
Protection (y compris la sécurité)	70

Cohésion sociale et consolidation de la paix	8
Communication	2
Moyens financiers (cash)	12
Autre	22
Ne sait pas	1
Ne se prononce pas	0

VI. ANALYSE DES BESOINS

A) SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'insécurité alimentaire persiste, car selon les informations recueillies auprès des informateurs clés et d'autres personnes rencontrées, plusieurs champs ne sont même plus fréquentés par la population craignant pour leur sécurité dans les milieux les plus insécurisés. Les populations hôtes comme les personnes déplacées sont tous dans les mêmes conditions de vie liées à l'insécurité alimentaire. Les denrées alimentaires sur le marché local et dans les différents aires de santé ont connu une flambée de prix allant même au triple du prix d'avant le déplacement. Les groupes armés ont érigé des barrières illégales où chaque personne doit payer entre 1000 et 5000 FC, ce qui limite l'accès aux champs. Ces barrières sont un grand risque de protection car plusieurs biens de paisibles citoyens y sont extorqués ; d'autres personnes y sont torturées à défaut de payer le montant demandé. Au regard de la vulnérabilité dans laquelle les déplacés et la communauté hôte vivent les femmes et les enfants sont exposés à toute sorte de violation de droits humains (viol, tuerie, travaux lourds pour les enfants, mariage précoce, ...) juste pour trouver à manger et d'autres se livrent à la mendicité et à la débauche. Pas des aides humanitaires en vivre ni à non vivres dans les aires de santé enquêtées, ce qui accentue de plus en plus l'insécurité alimentaire dans la zone.

Il est ressorti des échanges avec les déplacés ainsi les familles d'accueils que 95% d'entre eux mangent difficilement une seule fois par jour, et sans être rassasiés et un repas ne réunissant pas toutes les qualités nutritionnelles. Certains déplacés surtout des enfants présentent même déjà de signes de malnutrition. 95 % des déplacés interviewés au cours de l'évaluation ont un score de consommation alimentaire faible alors que 3,5% ont un score de consommation alimentaire limite et seul 1 % a un score de consommation alimentaire acceptable. L'indice de stratégie de survie simplifié montre que plus de 85% des déplacés vivant dans la zone évaluée sont dans la phase de crise/urgence.

Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	Pourcentage	Sévérité
Acceptable (>42)	1%	1
Limite (>28)	3,5%	3
Pauvre (≤28)	95%	5
Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)		
Durable (<4)	3%	1
Sous pression (<19)	12%	3

Crise / urgence (≥ 19)			85%	5
-------------------------------	--	--	-----	---

Recommandations en insécurité alimentaire.

- ☞ Une assistance alimentaire est recommandée tant pour la population déplacée que pour la population autochtone pour soulager les conséquences de la crise alimentaire qui sévit dans la zone.
- ☞ Renforcer et restaurer le moyen de subsistance de personnes déplacées et des familles d'accueil à travers la relance de la production agricole en facilitant l'accès aux semences et aux outils aratoires et d'autres activités génératrices de revenus.
- ☞ Encourager les approches d'intervention visant l'autonomisation temporaire de personnes déplacées pour renforcer leurs moyens de subsistance
- ☞ Apporter un appui alimentaire aux familles des enfants malnutris.

B) ABRIS

La surface moyenne occupée par personne au sein des abris est de 2 m² à 3,2 m². Il est à noter que selon les standards SPHERE chaque personne devrait disposer d'un espace minimum de 3,5 mètres carrés d'espace de vie. La moyenne de surface habitable est donc nettement en-dessous de ces standards et les familles déplacées vivent dans une situation de promiscuité indescriptible au sein des ménages.

Selon les participants au GDC et nos observations sur terrain, tous les ménages dans la zone évaluée vivent dans des abris d'urgences construits majoritairement avec pailles/chaumes avec des sticks d'arbre (non durable) et bâches pour certain et dont les toitures sont en bâche et qui parfois suintent lorsqu'il pleut et ces ménages sont exposés aux maladies, notamment lors de la saison des pluies.

La Promiscuité des personnes dans les abris : selon les informations recueillies auprès de ménages et des informateurs clés ainsi que nos observations directes, plus de 5 % de ménages occupent 2 m² /personne/chambre de couchage, 82 % de ménage occupent moins de 1 à 1,5 m² /personne/chambre de couchage et 13 % de ménages occupent 2,5 m² /personne/chambre de couchage.

Moyenne de personne par chambre : 18 % de ménages partagent une chambre entre 1 à 3 personnes, 31% partagent une chambre entre 4 à 5 personnes et 47% des ménages partagent une chambre entre plus de 5 personnes.

Pour la plupart des ménages dans la zone évaluée, la Promiscuité avec les grands enfants, 58% des ménages vivent dans la promiscuité grands enfants âgés de plus de 12 ans qui partagent la même chambre avec les filles selon les participants dans les groupes des discussions.

Dans les espaces collectifs comme les salles de classes, les églises ou autres lieux particuliers, les ménages sont entassés et mélangés femmes et enfants tout en se servant de pupitres, pagnes, bâches ou habits comme literie.

	Pourcentage	Beaucoup (plus de la moitié des ménages)
Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC)		
Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM, IC)		
Maison (construction durable)	0%	0
Maison (construction non-durable délabrée)	26,8%	28
Aabri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	66,1%	58
Centre collectif (Elise, école, etc...)	7,1 8%	14
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	-	0
Autre	0%	0
Ne sait pas	0%	0
Ne souhaite pas répondre	0%	0
Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC)		Oui, beaucoup (plus de la moitié)
Promiscuité dans les abris (EM)		
Oui	100%	-
Non	0%	-
Ne sait pas	0%	-

C) PROTECTION

La sécurité reste toujours très volatile du fait de la présence des éléments RAD (Réserve Armée de Défense, une coalition des groupes armés dits Wazalendo qui combattent aux côtés des FARDC) et la circulation des armes dans les sites de déplacés et dans tous les villages sous leur contrôle et qui est souvent à la base de 85% des incidents de protection signalés. Il y a également la proximité des positions militaires de site de déplacés qui constitue un danger pour les personnes déplacés d'autant plus qu'en cas d'attaque d'ennemis sur ces positions, les déplacés peuvent être touchés, comme cela a été au début du mois de mai 2024 où plusieurs bombes ont fait des victimes parmi les déplacés et la communauté dans la zone évaluée.

Plusieurs incidents ont été rapportés lors des focus, des enquêtes ménages et échanges avec les informateurs clés dont des cas vol et cambriolage, violences sexuelles et basées sur le genre, les meurtres de civils, pillages/destructions/Incendies de maisons, les arrestations arbitraires/amendes exorbitantes, les viols/violences sexuelles, la séparation des familles d'où

la présence des Enfants Non Accompagnés et Enfants Séparés, violences physiques, extorsion des biens, violation du droit à la liberté des mouvements, Mariage précoce.

Certaines femmes et filles se livreraient même la pratique de sexe de survie dans les sites de déplacés et dans les différents villages afin de répondre à leurs besoins élémentaires de vie.

S'agissant de la protection de l'enfance, il a été rapporté la présence des plusieurs Enfants non accompagnés, des enfants séparés parmi lesquels 199 Enfants sortis des forces et groupes armés en plus de cas de VBG dont 38 cas signalés au cours de l'évaluation.

Cas de violence sexuelle et / ou sexiste au sein de la communauté (EM)	(% de ménages)
Pas de cas dans le site	00%
Ne sait pas / ne se prononce pas	1%
Viol	5%
Agression sexuelle	28%
Violence physique ou harcèlement	10%
Mariage forcé	5%
Déni d'accès à des services	6%
Abus psychologique / émotionnel	12%
Menage ayant accueilli au moins 1 ENA/ES	25%

D) EDUCATION

Les discussions de groupe réalisées avec les familles de déplacés dans les différents villages et sites de déplacés évalués laissent voir que la plupart des enfants des déplacés et même ceux des familles d'accueil ne vont pas à l'école suite au manque de fournitures scolaires (perdue lors de la fuite pendant les affrontements dans les milieux d'origine), manque de moyen pour payer les frais scolaires,... mais aussi suite à l'absence des écoles dans les zones de déplacement. Il est donc nécessaire que les partenaires de l'éducation organisent des sensibilisations des parents sur la scolarisation des enfants surtout les filles, mais aussi faire un plaidoyer aux partenaires de l'éducation pour la prise en charge scolaire des enfants déplacés, doter les enfants déplacés de kits scolaires et former les enseignants sur l'accompagnement psychosocial et sur l'éducation à la paix afin qu'ils puissent encadrer au mieux les enfants.

Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)	Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires	23	15
Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire	36	27
Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)	10	9
Elles / Ils doivent travailler à la maison	8	5
Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité	10	7
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)	1	2
Mariage précoce / mariage forcé	3	5
Grossesse précoce	5	2
Faim	0	0
La route pour aller à l'école est trop dangereuse	0	0
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)	0	0
Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)	0	0
L'école est trop loin	7	7
L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller	1	2
Autre	2	3
Ne sait pas	1	2
Ne se prononce pas	0	0

E) EAU HYGIENE ET ASSAINISSEMENT

Accès à l'Eau

La quantité d'eau disponible est insuffisante et par fois l'accès y est difficile dans le contexte où il faut patienter un long fil d'attente aux points de puisage, ce qui limite les possibilités d'une meilleure utilisation afin de répondre aux besoins quotidiens (laver, boire, préparation de nourriture, hygiène, etc). L'insuffisance de l'eau est parfois à la base de problème des bagarres dans la communauté.



Il existe des sources d'eau dans les différentes zones d'accueil des PDIs, mais insuffisantes et certaines sources non aménagées. Vu le nombre croissant de déplacés, il serait envisageable d'augmenter le nombre des sources d'eau à Bweremana, Kashenda et à Bishange.

Il est aussi important de renforcer le système d'approvisionnement en eau dans les sites de déplacés car la capacité de couverture actuelle reste insuffisante, proportionnellement au nombre des ménages en besoin dans les sites et dans les communautés locales.

Les ménages de déplacés ne disposent pas des outils pour la bonne conservation et l'usage de l'eau (Bidons, bassins, seau...).

Accès aux latrines

Dans la zone évaluée les latrines sont quasi inexistantes beaucoup plus dans les sites de déplacés de Kashenda et dans les centre collectifs. Cependant, dans les sites de Bweremana, les latrines construites par PADEPU-A et Oxfam en 2023 sont toutes pleines et nécessitent d'être vidanger afin de lutter contre les maladies diarrhéiques. Les quelques latrines qui existent ne sont pas hygiéniques par maque des matériels d'entretien. D'où la nécessité de renforcer la communication sur l'engagement communautaire en matière d'hygiène et de rendre disponible des points de lavage des mains dans zone évaluée. L'Absence des Kits de dignité pour les femmes et filles en âge de procréation est également évoqué. Comme les latrines, les douches sont aussi insuffisantes et/ou inexistantes dans les sites de déplacés et dans les familles d'accueil.

De manière globale, d'après les informations recueillies et nos observations, il en découle que les latrines ne sont pas suffisantes 89%. Il s'observe aussi le manque des matériels d'entretien des latrines et parfois la défécation à l'air libre pour les ménages des déplacés dans certains sites. Les latrines sont partagées par plus de 10 ménages et en moyenne une porte de latrine utilisée par 102 personnes. Les conditions d'hygiène sont cependant préoccupantes dans tous les villages évalués. Tous les ménages et même les latrines n'ont pas des dispositifs de lavage des mains, 95% des ménages n'utilisent pas de latrine hygiénique.

Assainissement et hygiène

Le taux d'assainissement dans toute la zone évaluée reste un problème majeur auquel les déplacés et même les familles d'accueil sont confronté à cause de l'absence totale de trous à ordure. A cela s'ajoute le manque des activités de promotion de l'hygiène qui est souvent à la base des plusieurs maladie notamment le choléra. D'où la nécessité de mettre en place des



activités de sensibilisation des déplacés de la communauté d'accueil sur les bonnes pratiques de l'hygiène et le changement des comportements.

F) ARTICLES MENAGERS ESSENTIELS (AME)

Les ménages déplacés ont presque tout abandonnés lors de leur déplacement, ce qui fait qu'ils n'ont pas des kits AME et NFI essentiels pour mener une vie normale. Il existe d'énormes besoins non couverts pour les articles tels que : Habits, casseroles, assiettes, bassins, etc. Les déplacés et certains membres des familles d'accueil dorment dans les conditions indignes à même le sol, sur des bâches, des feuilles des bananiers séchés, et des linges étalés au sol. Il existe d'énormes besoins non couverts pour les articles tels que : nattes, matelas, et couvertures. Tous les ménages ont subi une perte en articles ménagers essentiels à la suite de la crise et 91% des ménages ont un score card AME supérieur à 3 (seuil de vulnérabilité critique) à la suite de ces événements. Ces faits ont été confirmés dans les groupes de discussion, les ménages où les participants ont déclaré des besoins sévères en AME dans les sites évalués, notamment en raison d'importants pillages et destructions de biens. Signalons que les déplacés sont les principaux touchés par ces difficultés d'accès aux articles ménagers à la suite de la perte de la plupart de leurs biens lors de leur déplacement.

Des entretiens et focus groups organisés dans la zone évaluée, il ressort que :

- Entre 39 % et 58% des ménages enquêtées ont montré respectivement les scores AME inférieur à 3 ;
- Beaucoup de personnes ont perdu leurs articles ménagers pendant la fuite ;
- Une forte vulnérabilité est observée auprès des ménages déplacés;
- 97% de femmes en âge de procréation ont affirmé ne pas avoir les Kits Hygiène Intime (KHI).

G) SANTE

Le problème de santé rapporté reste la couverture médicale insuffisante dans les différents centres de santé, et postes de santé même pour apporter les soins gratuits aux personnes déplacées.

Des cas de choléra sont signalés occasionnant même des décès d'enfants et d'adultes dans certains sites des déplacés au sein de familles d'accueil. Le défi pour le déplacés est celui de la prise en charge des personnes déplacés qui tombent malade la nuit mais également le



paiement des factures pour des cas de transfert vers les grands hôpitaux. Selon, les participants aux groupes de discussion, les informateurs clés et enquêtes menages la fièvre, la toux et la diarrhée sont des symptômes rapportés fréquemment pour les enfants de moins de 5 ans, ce sont des signes possibles des effets d'une consommation d'eau potentiellement contaminée au vu de l'environnement en eau, hygiène et assainissement problématique rapporté.

Des cas de choléra sont signalés occasionnant même des décès d'enfants et d'adultes dans certains sites. Les principales maladies à potentiel épidémique retrouvées pendant l'évaluation dans formations sanitaires les sites de déplacés ont entre autres le paludisme, les Infections Respiratoires Aiguës (IRA), les diarrhées simples, et le choléra.

QUELQUES ACTEURS HUMANITAIRES INTERVENANT DANS LA ZONE /Groupement Mupfunyi-Shanga.

Dénomination ONG	Secteurs intervention	Zone de santé	Contacts
AIDES	Abris, WASH, SANTE, UniRR, CCCM, AME	Kirotshe	
PADEPU-A	Sécurité alimentaire, protection, WASH	Kirotshe	
PEOPLE IN NEED	Abris, latrines	Kirotshe	
ACAD	Protection enfant & VBG	Kirotshe	
PEUPLE-I N	Abris	Kirotshe	
CICR	Assistance alimentaire	Kirotshe	



VII. CONCLUSION

Les résultats de cette Evaluation Rapide Multisectorielle réalisée par PADEPU-A et son partenaire ADIC asbl dans les villages de Bweremana, Kashenda, Bishange, Kalambairo, Mutetebwa et Bitonga auprès des déplacés et familles d'accueil font état des besoins humanitaires préoccupants notamment en Sécurité alimentaire, AME EHA, protection, éducation, Santé,... pour les personnes affectées la crise M23 vivant dans ces entités. Un besoin spécifique en VBG, protection de l'enfance, éducation, en plus de l'accès à la nourriture et aux services wash, se fait sentir dans tous ces les villages et sites de déplacés évalués.

En dépit de la mobilisation encourageante des acteurs humanitaires qui se débattent pour apporter une assistance à ces personnes depuis la crise, les besoins restent toujours énormes. Une réponse multisectorielle serait plus appropriée afin de répondre à l'ensemble des besoins identifiés et exprimés par les personnes interviewées.

Plusieurs cas des violations des droits humains sont signalées au cours de l'évaluation parmi lesquelles les violences sexuelles, viol, vol, tuerie, pillage systématique des biens de valeur dans des maisons mais aussi certaines femmes et filles se livreraient déjà la pratique **de sexe de survie dans les sites de déplacés**, afin de répondre à leurs besoins élémentaires de vie.

Les données des enquêtes affirment que 85% de ménages n'ont jamais reçu d'assistance depuis le début de la crise, néanmoins 15% ont confirmé avoir reçu la nourriture et 12% les articles ménagers essentiels. En termes de besoins prioritaires, il y a les vivres et moyens de subsistance, les articles ménagers essentiels, E au, Hygiène et Assainissement.

Pour ce qui concerne la modalité, 55% de ménages enquêtés préfèrent la distribution en nature, 25% préfèrent la modalité foire ou voucher et 67% estiment que le cash/espèces répondraient à leurs besoins multisectoriels alors que 53 % préfère le transfert monétaire/Mobile money.

Quant au mécanisme de redevabilité, 44% de ménages interrogés veulent savoir les lieux et le processus des activités de remise d'assistance et 36% de ménages veulent être informés sur le processus de ciblage des bénéficiaires et 20% de ménages voulaient comprendre les mécanismes de gestion et feedback. Comme moyen de communication, 52% de ménages ont choisi les crieurs publics avec mégaphone pour transmettre les messages dans les



communautés et 28 % à travers des messages radiophoniques sur les radios communautaires dans la zone.

Fait à Goma, le 25 septembre 2024.

Pour PADEPU-A

MULIMAJO BIKALI Josué

Coordonnateur



ANNEXES

Contacts listes et contacts des informateurs clés

<i>No</i>	<i>Noms et post-Noms</i>	<i>Fonction</i>	<i>Village</i>	<i>Contacts</i>
<i>01</i>	<i>MUNGUIKO MUHINDO</i>	<i>Secrétaire village bweremana</i>	<i>Bweremana</i>	<i>0981105971</i>
<i>02</i>	<i>BIEYEMERO JEAN-PIERRE</i>	<i>Président adjoint déplacé</i>	<i>Site de Bweremana</i>	<i>0976536507</i>
<i>03</i>	<i>MUNGUIKO BAHATI AIMÉ</i>	<i>Président</i>	<i>Site bweremana</i>	<i>0997742373</i>
<i>04</i>	<i>SAFARI MAHEMU</i>	<i>Notable</i>	<i>Kashenda</i>	<i>0978975124</i>
<i>05</i>	<i>MAOMBA MUTEFU MOISE</i>	<i>I.T</i>	<i>Bishange</i>	<i>0992419483</i>
<i>07</i>	<i>KIUNDU MULINGA</i>	<i>Président</i>	<i>PDI's Bishange</i>	<i>0993987159</i>

QUELQUES IMAGES ILLUSTRATIVES

